



Les élus de tout bord s'opposent au projet de pôle Aix-Marseille-Provence.

Soulèvement provençal contre une métropole

«**M**arylise Lebranchu est allée neuf fois à Marseille. A chaque fois, elle prend une porte dans la figure, mais elle recommence...» confiait-il y a quelques jours Jean-Pierre Sueur, président (PS) de la commission des lois du Sénat, admiratif de tant d'opiniâtreté. Ce matin, la ministre en a percuté une dixième. Ouvrant la première lecture au Sénat de la loi «de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles», qui prévoit, entre autres, une métropole Aix-Marseille-Provence, la ministre reconnaît d'emblée que ce sera «le sujet le plus complexe» de ce rayon métropolitain. «Il faudra prendre une décision, elle est difficile, je comprends les maires», dit-elle. Elle leur assure toutefois qu'ils garderont «la gestion des compétences de proximité auxquelles ils tiennent tant». Et agite une carotte: «Si la métropole voit le jour, l'Etat sera présent financièrement.» **Guerre.** Las, pas suffisant. A la suspension de séance, les sept sénateurs du département en guerre contre le texte (soit tous sauf Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire de Marseille) alpagent Lebranchu et, hop, réunion improvisée. Les caméras de Public Sénat captent une ministre pleine de bonne volonté à l'entrée de la salle et... à cran à la sortie. A Samia Ghali, sénatrice (UMP), elle intime de se taire.

Et l'autre de répliquer: «Ministre ou pas, j'en ai rien à foutre...» Ambiance (1).

Après l'épisode, Marylise Lebranchu soupire face caméra: «Une fois qu'on a répondu oui à toutes les questions, en face, ça ne change rien. On fait des propositions, on avance, on fait évoluer le projet et, à chaque fois, on a des blocages.»

«**Pagnolesque.**» Et ce n'est pas fini. Depuis la veille, l'Union des maires et communautés des Bouches-du-Rhône trompette qu'elle manifesterait devant le Sénat en ce jour d'ouverture des débats. En début d'après-midi, voilà le groupe, avec la CGT départementale et son camion sono, devant l'entrée principale du Palais du Luxembourg. Les sept sénateurs protestataires n'ont pas obtenu de pouvoir inviter la troupe dans les murs de la Haute Assemblée pour tenir conférence de presse commune. Sur le trottoir et sous la pluie, Roland Povinelli, sénateur (PS), la joue Raimu en colère et on va voir ce qu'on va voir... A ses côtés, le maire (PS) de Miramas, Frédéric Vigouroux, demande qu'on oublie ce moment «pagnolesque» et explique aussi posément que possible la position du collectif: «On nous propose de passer directement dans une métropole intégrée. Une telle structure va vider de sens nos communes.» Mais les maires, dit-il, «sont

d'accord pour une coopération».

Avec ses efforts de pédagogie, Vigouroux n'est pas dans le ton. Sous l'averse, Roland Povinelli invoque les mânes de Mitterrand, Mauroy et Defferre, à qui «ce gouvernement socialiste plante des poignards dans le dos». Et Sophie Joissains (UMP) dénonce «les fossoyeurs de la Provence». Pendant ce temps-là, dans l'hémicycle, le patelin Gaudin se «félicite» de la future métropole.

SIBYLLE VINCENDON

(1) A voir sur Libération.fr

REPÈRES

«Le problème n'est pas tant le nombre d'échelons [...], c'est la répartition des compétences, et c'est la gouvernance de nos territoires.»

François Hollande le 5 octobre

«Ce qui donnerait de l'élégance à une telle réforme serait que son coût ne vienne pas en déduction d'une enveloppe en baisse.»

René Vandierendonck
rapporteur (PS) du projet